

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 26 FÉVRIER 2020**

JP/VA

**OBJET : 1.6. INVESTISSEMENTS – EAU POTABLE – ACCESSIBILITÉ COMPTEURS – ENGAGEMENT CONSULTATION TRAVAUX**

L'an deux mille vingt, le vingt-six du mois de février à quinze heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDÈCHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat  
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

**OBJET : 1.6. INVESTISSEMENTS – EAU POTABLE – ACCESSIBILITÉ – COMPTEURS – ENGAGEMENT**  
**CONSULTATION TRAVAUX**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

Par délibération du 06 février 2019, le bureau syndical décidait de l'engagement d'une opération d'« accessibilité et expérimentation de la radiorelève ».

Les abonnés situés sur les communes de St-André-de-Cruzières et Vals-les-Bains (rue Jean Jaurès) étaient choisis pour lancer une expérimentation en la matière. Les compteurs radiorelevés et têtes émettrices nécessaires ont été acquis. La pose de ces équipements est en cours sur les branchements dits « conformes ».

Il est nécessaire, pour poursuivre le déploiement de la radiorelève, de mettre en conformité tous les branchements (compteur auquel on ne peut pas accéder sans la présence d'un tiers) pour pouvoir ensuite poser les équipements de radiorelève.

Ainsi,

- sur St André de Cruzeires : 225 branchements sont à mettre en conformité, depuis la voie publique jusqu'à l'emplacement du compteur actuel, avec déplacement du compteur, et renouvellement de la conduite entre l'ancien et le nouveau compteur ;
- dans la rue Jean Jaurès : 160 branchements sont à mettre en conformité, soit par la pose d'un compteur général, soit par le renouvellement des nourrices compteurs situées en privé, immédiatement à l'intérieur du bâti.

Un premier bon de commande travaux a été émis afin de servir de retour d'expérience pour écrire le DCE à venir (mise en conformité de 10 branchements sur chaque commune). Le coût moyen d'un branchement en milieu urbain est estimé à 1 000 €. En revanche, en milieu rural, il est estimé à environ 2 500 €. Ainsi 750 000 € sont à prévoir pour cette opération.

La maîtrise d'œuvre serait publique, par le bureau d'études du SEBA, un technicien ayant été recruté dans cette optique en septembre dernier.

Les crédits nécessaires sont prévus à l'opération 104 du budget eau potable.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical décide, à l'unanimité des membres présents, de :

- **APPROUVER** l'opération de mise en conformité des branchements, sur les communes retenues pour la phase expérimentation de la radiorelève, pour un coût estimé à 750 000 € HT ;
- **DECIDER** de 2 lots géographiques pour la consultation des travaux (un par commune) ;
- **AUTORISER** le président à lancer la consultation de travaux, selon la procédure adaptée et fixer ainsi les critères de jugement des offres : valeur technique 60 % et prix 40 % ;
- **AUTORISER** le président à signer tous documents à cet effet.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL